

25.04.2005 - 10:00 Uhr

economiesuisse - Pour une politique de croissance et une politique économique extérieure active

Zurich (ots) -

Le renforcement de la croissance reste le défi central de la politique économique. C'est ce qu'a rappelé economiesuisse lors de sa conférence de presse annuelle, en fustigeant par la même occasion tous les opposants aux réformes. En matière de économie extérieure, l'organisation faîtière soutient la nouvelle stratégie du Conseil fédéral. Elle plaide pour une libéralisation rapide du commerce mondial dans le cadre de l'OMC et exige, en parallèle, l'extension des accords commerciaux bilatéraux.

Une croissance économique renforcée reste la priorité

Ueli Forster, président de economiesuisse, a souligné que la Suisse avait besoin d'une croissance économique renforcée. Or la croissance s'appuie sur l'offre, a observé M. Forster, rappelant au passage les quatre facteurs de croissance : le travail, le capital, la technologie et les entreprises. La conception de la politique de croissance du Conseil fédéral, qui mise sur la création du produit intérieur brut, est donc la bonne. Cependant, M. Forster a indiqué qu'il fallait éviter de jouer la politique de l'offre contre celle de la demande. Il juge bien plus important d'associer les approches de l'offre et de la demande dans une stratégie cohérente. Dans ce contexte, la consolidation du budget de la Confédération reste essentielle, car des finances fédérales saines sont à la base d'un développement économique durable et de la stabilité sociale. Les critiques actuelles relatives aux soi-disant «économies à tous crins» sont absurdes si l'on assimile à des économies le fait de renoncer à des dépenses supplémentaires. S'exprimant en faveur d'une politique économique claire, M. Forster a estimé dans ce contexte que le programme de croissance du Conseil fédéral dégageait une image mitigée. En effet, si la loi sur le marché intérieur et le programme d'allègement 2004 constituent des signes réjouissants, on constate par ailleurs diverses incohérences en matière de politique de croissance : l'imposition des entreprises, le système de formation, la politique agricole, l'ouverture du marché de l'électricité, le système de santé et les charges administratives des entreprises. economiesuisse invite donc le Conseil fédéral à se montrer plus cohérent et à soutenir des mesures donnant des impulsions de croissance plutôt que des positions acquises freinant la concurrence.

Pour une stratégie de commerce extérieur active

La libéralisation des politiques économiques et commerciales ainsi que les progrès techniques dans le domaine des transports ont quintuplé les échanges internationaux de biens et services au cours de ces dernières années pour atteindre une valeur de 9 billions de dollars (en 2004), a expliqué Patrick Odier, vice-président de economiesuisse. Les investissements directs ont enregistré une croissance tout aussi fulgurante. Dotée d'une petite économie, la

Suisse est un des pays les plus fortement intégrés dans l'économie mondiale. Les entreprises suisses emploient plus de 1,8 million de personnes à l'étranger, et elles y gagnent un franc sur deux. La nouvelle stratégie d'économie extérieure du Conseil fédéral doit permettre de poursuivre sur cette lancée. M. Odier a estimé que le gouvernement avait raison de mettre l'accent sur l'accès aux marchés étrangers et sur une réglementation internationale. Il a déclaré en outre que l'économie suisse soutenait la stratégie du Conseil fédéral. La conférence des ministres de l'OMC qui se tiendra à Hongkong en décembre 2005 revêt une importance décisive à cet égard. En effet, l'économie suisse attend de la délégation suisse qu'elle défende avec détermination une libéralisation rapide et large des règles du commerce mondial. En parallèle, l'économie suisse a exigé que soient maintenus et développés des accords économiques bilatéraux avec les principaux partenaires commerciaux de la Suisse, afin de parer à toute discrimination de l'économie suisse. M. Odier a enfin conclu que l'économie suisse souhaitait voir se poursuivre la politique européenne pragmatique sur la base d'une voie bilatérale qui a fait ses preuves. L'économie suisse est convaincue qu'en termes de relations entre la Suisse et l'UE la voie bilatérale est la seule option pour l'avenir immédiat.

Des forces conservatrices bloquent des réformes importantes

Rudolf Ramsauer, président de la direction, s'en est pris à la politique de blocage pratiquée par des milieux conservateurs de droite et de gauche. Une telle attitude a pour effet de torpiller toutes les réformes et d'empêcher la mise en œuvre de mesures urgentes dans la politique de croissance. Elle est à l'œuvre dans Schengen/Dublin, la libre circulation des personnes, l'ouverture des magasins le dimanche, l'agriculture sans manipulations génétiques, les bénéfices de la Banque nationale en faveur de l'AVS ou les allocations pour enfants. Les personnes qui défendent des positions aussi rétrogrades et irréalistes ne rendent pas service à notre pays, a conclu M. Ramsauer.

Pour toute question: Fredy Müller, économie suisse, 044 421 35 35

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002808/100489273> abgerufen werden.